

# Réconciliation et reconstruction dans le Gourma : WILD FOUNDATION S'ENGAGE

L'organisation demande que les communautés soient impliquées d'emblée et que la complexité du tissu social soit respectée

La crise sécuritaire qu'a connue le Septentrion de notre pays a plongé les Régions du Nord dans une crise socioéconomique sans précédent. En effet, l'invasion, puis l'occupation de ces régions par les bandits armés et leurs alliés djihadistes avaient engendré un mouvement massif et sans précédent des populations fuyant le théâtre des opérations militaires et abandonnant leurs foyers et leurs biens. Les occupants ont aussi procédé sans état d'âme à la destruction massive des édifices publics et privés, des équipements sociaux, économiques, culturels et des moyens logistiques.

Dans les Régions de Tombouctou, Gao et Kidal, le bilan des dommages subis est accablant. Dans ces zones, pratiquement tout est à reconstruire à commencer par les édifices publics. La contrée du Gourma n'a malheureusement pas échappé à la folie destructrice des bandits armés. Zone d'élevage par excellence, le Gourma est aussi la plus grande réserve d'éléphants de la sous-région. Cette contrée qui se partage entre trois régions (Mopti, Tombouctou et Gao) et une partie du territoire burkinabé abrite la population de pachydermes la plus septentrionale d'Afrique depuis l'extinction dans les années 1980, de la population d'éléphants des Monts d'Assaba en Mauritanie. Le Gourma est de nos jours l'une des plus importantes réserves d'Afrique de ces animaux.

C'est pourquoi l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) lui accorde un statut hautement prioritaire dans la stratégie régionale de conservation de l'éléphant.

Dans le Gourma, les éléphants ont toujours vécu en relative harmonie avec les habitants traditionnels de la zone, pasteurs, nomades et transhumants accompagnés de leur bétail (boeufs, chèvres, moutons, ânes et chameaux) et avec lesquels ils partagent les pâturages de cette zone semi-désertique. Les com-

munautés locales Touareg et ainsi que les populations sédentaires (Songhaï, Dogon et Bozo) considèrent l'éléphant comme un symbole de bien-être naturel. Malheureusement, cette harmonie naturelle est perturbée depuis la crise.

Conscient de la gravité de la situation dans le Gourma, Wild Foundation en partenariat avec le département chargé de la Décentralisation et celui de l'Environnement ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux s'est engagé dans un vaste projet de réconciliation et de reconstruction dans le Gourma. L'organisation a publié jeudi dernier un rapport sur la situation du Gourma post conflit. Le point de presse organisé à l'occasion a regroupé à la Maison de presse, la presse nationale et internationale autour des responsables du projet. Il était animé par les experts de Wild Foundation, Susan Canney et Nomba Ganamé. C'était en présence du directeur national adjoint des Eaux et forêts, le colonel Soumana Timbo et ainsi que la représentante du ministère de la Décentralisation, Mme Cissé Nana Aïcha.

**DÈS LE DÉPART.** Le rapport présenté relève que le Gourma vit difficilement la période post crise. Les huit catégories sociales identifiées par les rapporteurs peuvent être regroupées comme suit : ceux qui s'intègrent facilement, les réfugiés, les personnes déplacées qui fuient la justice. Le rapport recommande que chaque groupe fasse l'objet de considérations différentes pour parvenir à la réintégration de ses membres et à leur réconciliation. De plus, chaque groupe présente une certaine hétérogénéité, surtout les personnes déplacées, et l'intégration peut donc prendre de nombreuses formes, selon le rapport.

Pour que soit effective la réconciliation dans cette zone, les experts du projet préconisent que l'intégration soit adaptée aux personnes en prenant en compte

le contexte dans lequel elles vivent. « Les communautés locales doivent être impliquées dans le processus de réconciliation et leur implication doit être une condition requise de toute intervention. Le processus de définition d'un plan d'action a démontré que les communautés doivent être impliquées dans le processus de réconciliation, d'aide et de reconstruction, dès le départ. Il a aussi montré que le processus doit avoir lieu au niveau local afin de diriger les interventions de base de façon très précise », recommande le document.

Il ressort également du rapport que de cette réconciliation dépend la survie des 344 pachydermes vivant dans le Gourma malien et qui se trouvent sous la menace des braconniers qui ont déjà eu raison d'une vingtaine d'éléphants adultes. Analysant les réalités sociologiques du Gourma, le rapport définit la population locale comme une « société qui a été dévastée par la guerre (notamment par une année d'occupation par les séparatistes et djihadistes avant l'intervention armée) ». Mais, insistent les experts, le tissu social du Gourma était déjà complexe. Il portait les stigmates des rébellions précédentes, des procédures d'installation des réfugiés et d'autres opérations qui n'ont pas toujours tenu compte de la situation socio-économique de la région (ethnicités multiples, relations sociales tendues sur les questions liées aux ressources naturelles et aux puits situés à des endroits stratégiques, les déplacements de population et de bétail) ».

Les journalistes ont pu avoir des éclaircissements et les commentaires des conférenciers sur les processus de réconciliation, de reconstruction, de retour des réfugiés et de développement. Des conférenciers qui n'ont pas manqué d'exhorter les hommes et des femmes de médias à multiplier les messages de paix, de réconciliation ainsi que de sauvegarde des pachydermes.

D. DJIRÉ